



Association du Comité de Défense de l'hôpital public de Sarlat et de sa maternité

L'Agence Régionale de Santé (ARS), dans l'article paru dans le Sud Ouest du vendredi 7 février, dit vouloir tourner la page ! Pour l'association, la page est encore à réécrire !

Nous étions dans l'attente des arguments publiquement chiffrés (et accablants !), qui ont été transmis aux membres du conseil de surveillance le 20 janvier dernier. Mais nous sommes également très déçus de constater que, ce nous réclamons depuis des mois, la transparence des documents sur lesquels s'appuie l'ARS, dont le rapport d'expertise sur la chirurgie (toujours pas transmis à notre association) et l'institution d'un débat démocratique, ne sont toujours pas d'actualité.

Certes, notre analyse sur la situation et le devenir de l'hôpital de Sarlat diverge de celle de l'Agence Régionale de la Santé mais notre volonté n'est pas de vouloir « diaboliser l'action de l'ARS », mais de défendre ce que nous estimons relever de l'intérêt général des usagers que nous représentons.

Dr Chandernagor précise « que la malveillance....distillée autour de notre action nous déçoit.... ». Mais que dire de la déception des 8000 signataires de la pétition qui revendiquent le droit légitime de se faire soigner au plus près de leur lieu de vie !

Quant aux remarques sur le « contexte électoral » : que Mr Chandernagor se rassure, l'association du comité de défense, mobilisée depuis près de deux ans, est toujours aussi déterminée à poursuivre son action aussi longtemps que nécessaire et bien au-delà de toute échéance électorale.

Nous refusons que Sarlat devienne un désert médical...Nous estimons que les besoins de santé pour notre bassin de vie, ne peuvent pas se déterminer à coup de statistiques mais à partir d'une réelle consultation de la population concernée.

Sarlat, le 7 février 2014

Pour tout contact : 06 38 50 48 69 / 07 81 05 78 14/ 06 85 31 19 79